



***Plan d'Action sur les politiques culturelles pour le développement - UNESCO  
Stockholm (1998)***

Lien Internet vers le texte : [http://portal.unesco.org/culture/fr/ev.php-URL\\_ID=35171&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/culture/fr/ev.php-URL_ID=35171&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)

## La Conférence de Stockholm

### 30 March-2 April 1998

## Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement

La Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement, tenue à Stockholm du 30 mars au 2 avril 1998,

1. Réaffirmant les principes fondamentaux de la déclaration finale adoptée par la Conférence mondiale sur les politiques culturelles de Mexico le 6 août 1982, intitulée Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles, qui souligne "que dans son sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs spirituel et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ...";
2. Rappelant que la Décennie mondiale du développement culturel a souligné l'importance d'une reconnaissance de la dimension culturelle pour le développement; de l'affirmation et de la consolidation des identités culturelles; de l'élargissement de la participation à la vie culturelle; de la promotion de la coopération culturelle internationale;
3. Conscients des efforts nécessaires pour relever les défis du développement culturel et de la préservation de la diversité des cultures ainsi qu'il est dit dans le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement, "Notre diversité créatrice";
4. Mettant l'accent sur le besoin de tenir compte simultanément des valeurs universelles et de la reconnaissance des diversités culturelles, des efforts nationaux visant à harmoniser les politiques culturelles nationales et du besoin de préserver le pluralisme des initiatives culturelles à la base afin de promouvoir l'entente et la compréhension mutuelle, ainsi que le respect et la considération entre les individus et entre les nations face aux risques de discorde et de conflits;
5. Reconnaissant que dans le cadre démocratique la société civile prendra progressivement de l'importance dans le domaine culturel;
6. Considérant que l'une des fonctions des politiques culturelles c'est d'assurer l'espace nécessaire à l'épanouissement des capacités créatrices;
7. Tenant compte des processus accélérés de transformations socio-économiques, technologiques et culturelles et des disparités croissantes existant au niveau national et international ainsi que de l'importance du respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle face aux risques et aux enjeux créés par la promotion des industries culturelles et par les échanges commerciaux de produits culturels;
8. Considérant que les activités de l'UNESCO aussi bien que les politiques de développement des Etats membres devraient prendre en considération le rôle des facteurs culturels;
9. Prenant note de la Déclaration de la Conférence des ministres de la culture du Mouvement des non-alignés à Medellin (COLOMBIE) du 3 au 5 septembre 1997, des Conclusions de la Consultation panafricaine sur les politiques culturelles (Lomé, TOGO, du 10 au 13 février 1998), de la réunion de l'ALECSO tenue à Tunis en février 1998, du rapport intitulé "La culture au cœur" rédigé sous les auspices du Conseil de l'Europe ainsi que de la Charte "Pro Cultura" de Thessalonique (juin 1997);

### souscrit aux principes ci-après :

1. Le développement durable et l'épanouissement de la culture sont interdépendants.
2. L'un des principaux buts du développement humain est l'épanouissement social et culturel de l'individu.

3. L'accès et la participation à la vie culturelle étant un droit inhérent aux individus de chaque communauté, les gouvernements ont le devoir de créer le cadre du plein exercice de ce droit prévu par l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

4. Les politiques culturelles ont pour but essentiel d'établir des objectifs, de créer des structures et d'obtenir des ressources adéquates pour créer un cadre humain épanouissant.

5. Le dialogue entre les cultures apparaît comme l'un des principaux enjeux culturels et politiques du monde actuel; il est une condition indispensable de la coexistence pacifique.

6. La créativité culturelle est la source du progrès humain et la diversité culturelle, étant un trésor de l'humanité, est l'un des facteurs indispensables au développement.

7. Les tendances nouvelles, et en particulier la mondialisation, peuvent avoir pour effet d'établir des liens plus étroits que jamais et d'enrichir les interactions entre les cultures, mais elles peuvent aussi être nuisibles pour notre diversité créatrice et pour le pluralisme des cultures; elles rendent le respect mutuel d'autant plus impératif.

8. L'harmonie entre la culture et le développement, le respect des identités culturelles, la tolérance à l'égard des différences culturelles dans un cadre de valeurs démocratiques plurielles, d'équité socio-économique et de respect de l'unité territoriale et de la souveraineté nationale sont parmi les conditions nécessaires à une paix durable et juste.

9. L'acceptation de la diversité culturelle contribue à identifier et à consolider les liens entre les communautés qui trouvent leurs racines dans des valeurs qui peuvent être partagées par les diverses composantes socio-culturelles de la société nationale.

10. La créativité dans les sociétés favorise la création qui est avant tout un engagement individuel. Cet engagement est essentiel pour la constitution de notre patrimoine futur. Il importe de préserver et de favoriser les conditions de cette création, et en particulier la liberté de création au sein de toute collectivité.

11. La défense des cultures locales et régionales menacées par des cultures de diffusion mondiale ne doit pas transformer les cultures ainsi affectées en reliques privées de leur dynamique de développement.

12. Nous devons donc faire en sorte que toutes les personnes et toutes les communautés aient la capacité de mettre à profit leur créativité, de trouver et de consolider les moyens de vivre ensemble, facilitant ainsi un développement humain authentique et la transition vers une culture de la paix et de la non-violence.

**En conséquence, la Conférence affirme ce qui suit :**

1. La politique culturelle, étant l'une des principales composantes d'une politique de développement endogène et durable, devrait être mise en oeuvre en coordination avec d'autres domaines sociaux dans une approche intégrée. Toute politique pour le développement doit être profondément sensible à la culture elle-même.

2. Le dialogue entre les cultures doit constituer un but fondamental des politiques culturelles et des institutions qui les incarnent au niveau national et international; la liberté d'expression universelle est indispensable pour cette interaction et leur participation effective à la vie culturelle.

3. Dans le siècle à venir, les politiques culturelles devront être anticipatrices, répondant aux problèmes persistants ainsi qu'aux besoins nouveaux.

4. L'entrée dans la société de l'information et l'appropriation par chacun des techniques de l'information et de la communication constituent une dimension majeure de toute politique culturelle.

5. Les politiques culturelles devraient promouvoir la créativité sous toutes ses formes, ce qui suppose qu'il faut faciliter l'accès aux pratiques et expériences culturelles pour tous les citoyens indépendamment de la nationalité, de la race, du sexe, de l'âge et des incapacités physiques ou mentales, enrichir le sentiment d'identité et d'appartenance de chaque personne et de chaque communauté et les aider à se forger un avenir digne et sûr.

6. Les politiques culturelles devraient viser à faire apparaître la nation comme une communauté plurielle dans le cadre de l'unité nationale, enracinée dans des valeurs susceptibles d'être partagées par tous les hommes et toutes les femmes, et qui donnent à tous les membres qui la composent la possibilité de trouver leur place et de s'exprimer.

7. Les politiques culturelles viseront aussi à améliorer sans discrimination l'intégration sociale et la qualité de vie de tous les membres de la société.

8. Les politiques culturelles doivent respecter l'égalité entre les femmes et les hommes, en reconnaissant pleinement les droits paritaires des femmes, leur liberté d'expression et en assurant leur accès aux postes de responsabilité.

9. Le gouvernement et la société civile doivent s'efforcer de s'associer plus étroitement pour concevoir et mettre en oeuvre des politiques culturelles intégrées dans les stratégies de développement.

10. Dans un monde de plus en plus interdépendant, il faut envisager simultanément une refonte des politiques culturelles aux niveaux local, national, régional et mondial.

11. Il incombe aux pays d'oeuvrer ensemble pour construire un monde où la communication, l'information et la compréhension interculturelles seront de règle et où la diversité des valeurs culturelles, des visions éthiques et des comportements favorisera une véritable culture de la paix.

12. Les politiques culturelles doivent particulièrement veiller à promouvoir et à renforcer les actions et les moyens dévolus à l'élargissement de l'accès à la culture de toutes les couches de la population, à la lutte contre l'exclusion et la marginalisation ainsi qu'à l'élaboration de tous les processus favorisant la démocratisation culturelle.

13. Les politiques culturelles doivent reconnaître la contribution essentielle apportée par les créateurs à l'amélioration de la qualité de la vie, à la promotion de l'identité et au développement culturel de la société.

14. Toute politique culturelle doit prendre en compte l'ensemble des éléments qui régissent la vie culturelle: création, préservation du patrimoine et diffusion. L'équilibre entre ces facteurs doit être recherché pour mener à bien une politique culturelle efficace, mais la promotion de la diffusion et de l'accès à la culture ne peut se faire sans assurer une dynamique de la création garantie par une protection législative efficace.

## **I. Objectifs d'action recommandés aux États membres**

*Sur la base des principes susmentionnés, la Conférence recommande aux États membres d'adopter les cinq objectifs d'action suivants:*

### **Objectif 1 : Faire de la politique culturelle l'un des éléments clés de la stratégie de développement**

1. Concevoir et établir des politiques culturelles ou revoir les politiques culturelles existantes de manière à ce qu'elles constituent un élément clé du développement endogène et durable.

2. Favoriser à cette fin l'intégration des politiques culturelles dans les politiques de développement, en particulier dans leur articulation avec les politiques sociales et économiques.

3. Contribuer à l'élaboration par l'UNESCO de lignes directrices pour la mise au point d'un agenda international pour la recherche et la formation en matière de culture et de développement.

4. Adopter et mettre en pratique une vision plus large de la politique culturelle nationale en conformité avec les conditions effectives de chaque pays, et s'efforcer d'encourager la participation de la société civile, y compris les médias.

5. Assurer la pleine participation des créateurs et de leurs organisations professionnelles à la réalisation de cette vision nouvelle.

6. Encourager le développement et l'amélioration des procédures susceptibles de permettre que la mise en œuvre des politiques culturelles fasse l'objet d'une coordination intersectorielle.
7. Coopérer sur les plans international et régional en engageant des activités culturelles afin de relever les défis de l'urbanisation, de la mondialisation et des changements technologiques en cours.
8. Promouvoir des activités visant à sensibiliser les populations et les organismes de décision à l'importance de la prise en compte des facteurs culturels dans le processus de développement durable.
9. Promouvoir les échanges et le dialogue entre les individus, les communautés et les nations sur la base de valeurs partagées.
10. S'efforcer, en coopération avec l'UNESCO en tant que de besoin, de faire prendre en compte la dimension culturelle dans la prochaine Stratégie internationale du développement et de stimuler le débat tant au sein du Conseil économique et social que de l'Assemblée générale des Nations Unies.

## **Objectif 2 : Favoriser la créativité et la participation à la vie culturelle**

1. Continuer d'accorder aux différentes composantes de la nation un même respect et des chances égales d'épanouissement, et privilégier les initiatives locales qui traduisent la diversité des profils culturels.
2. Assurer par des politiques culturelles urbaines et régionales le développement d'une vie culturelle locale, créative et participative et la gestion pluraliste des diversités.
3. Oeuvrer à faire connaître et comprendre la diversité culturelle et linguistique, en renforçant le contenu culturel de l'éducation formelle et non formelle, en particulier par l'apprentissage d'une ou plusieurs langues secondes.
4. Promouvoir de nouveaux liens entre la culture et le système éducatif permettant de reconnaître pleinement la culture et les arts comme une dimension fondamentale de la formation de chacun, de développer l'éducation artistique, et de stimuler la créativité dans les programmes éducatifs à tous les niveaux.
5. Reconnaître la nécessité de prêter une attention particulière à l'application des instruments existant dans le domaine des droits de l'homme, tels que la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels, et la Déclaration de Vienne sur les droits de l'homme, et procéder à un inventaire des droits culturels en évaluant les instruments déjà existants qui se réfèrent aux droits culturels.
6. Favoriser les politiques, programmes, institutions et projets culturels en vue d'assurer la pleine participation de tous les individus de la société dans des conditions d'égalité.
7. Attacher une importance accrue au rôle de la culture dans les processus de changements sociaux.
8. Reconnaître les réalisations des femmes dans le domaine de la culture et du développement, et assurer leur participation à la formulation et à la mise en œuvre des politiques culturelles à tous les niveaux.
9. Passer en revue toutes les politiques, institutions et programmes culturels afin de faire en sorte que soient respectés en particulier les droits de l'enfant, aussi bien que ceux des groupes vulnérables ayant des besoins spécifiques en matière éducative et culturelle; prendre en compte les besoins et les aspirations des jeunes - dont les nouvelles pratiques culturelles doivent en particulier être soutenues - ainsi que celles des personnes âgées, trop souvent tenues à l'écart de la vie culturelle.
10. Allouer des ressources appropriées pour la formation, la recherche culturelle et l'information nécessaire, à la conception et à la mise en œuvre des politiques culturelles.

## **Objectif 3 : Renforcer les politiques et les pratiques en vue de sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine tangible et intangible, mobilier et immobilier et de promouvoir les industries culturelles**

1. Renouveler et renforcer l'engagement des États membres à appliquer les conventions et recommandations de l'UNESCO relatives à la conservation du patrimoine mobilier et immobilier, à la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire, au statut de l'artiste et aux questions connexes.
2. Accroître l'efficacité du secteur culturel par des programmes de formation destinés aux spécialistes nationaux, aux administrateurs et aux responsables de la culture et assurer aux femmes l'égalité des chances dans ces domaines.
3. Renouveler la définition traditionnelle du patrimoine, qui doit aujourd'hui être entendue comme l'ensemble des éléments naturels et culturels, tangibles et intangibles transmis ou nouvellement créés. C'est par ces éléments que les groupes sociaux reconnaissent leur identité et leur engagement de le transmettre aux générations futures sous une forme améliorée et enrichie.
4. Reconnaître l'émergence de nouvelles catégories dans le domaine du patrimoine culturel, notamment le paysage culturel, le patrimoine industriel et le tourisme culturel.
5. Renforcer l'étude, l'inventaire, l'enregistrement et le catalogage du patrimoine, y compris la tradition orale, de manière à permettre la conception d'instruments adéquats et efficaces pour la mise en œuvre d'une politique de conservation à la fois traditionnelle et scientifique.
6. Encourager par tous les moyens juridiques et diplomatiques, le retour et la restitution des biens culturels à leur pays d'origine.
7. Inclure dans les politiques, les programmes et les plans d'aménagement urbain et régional les bâtiments, sites, ensembles et paysages présentant une valeur culturelle, et assurer leur protection.
8. Associer directement les citoyens et les communautés locales aux programmes de conservation du patrimoine et établir une liste des meilleures pratiques en matière de politique du patrimoine.
9. S'assurer que le tourisme est respectueux des cultures et de l'environnement et que les revenus qu'il génère sont aussi utilisés pour préserver équitablement les ressources du patrimoine et pour renforcer le développement culturel.
10. Donner la priorité à la création d'un réseau au niveau national, régional et international comprenant les artistes, les gestionnaires de projets et d'équipements culturels de façon à améliorer du point de vue qualitatif et quantitatif les conditions d'accès au domaine culturel.
11. Aider les artistes, les concepteurs et les artisans en clarifiant, sauvegardant et améliorant les droits des créateurs et consolider ces droits sur le marché, tant local que mondial, en évitant les abus commerciaux.
12. Promouvoir l'idée que les biens et services culturels doivent être pleinement reconnus et traités comme n'étant pas des marchandises comme les autres.
13. Intensifier la coopération culturelle entre les pouvoirs publics d'une part, les entreprises et les autres organisations de la société civile d'autre part, en dotant ces dernières d'un cadre réglementaire approprié.
14. Empêcher le trafic illicite des biens culturels au plan mondial et en particulier l'acquisition par les musées et les collectionneurs privés d'objets dont l'origine n'est pas établie.

#### **Objectif 4 : Promouvoir la diversité culturelle et linguistique dans le cadre et pour la société de l'information**

1. Fournir des réseaux de communication, incluant la radiodiffusion, la télévision et les technologies de l'information, capables de répondre aux besoins culturels et éducatifs du public; encourager l'engagement de la radio, de la télévision, de la presse et des autres médias en faveur de questions de développement culturel telles que la promotion des cultures et langues locales, régionales et nationales y compris la préservation de langues en péril, l'exploration et la préservation du patrimoine national et la promotion de la diversité des traditions culturelles et des identités culturelles indigènes et nationales, en garantissant l'indépendance éditoriale des médias de service public.

2. Envisager de donner l'accès des radios et télévisions du service public, et promouvoir l'espace donné à des groupes communautaires, linguistiques et autres groupes minoritaires, en particulier au niveau local et afin de promouvoir la non violence.

3. Adopter ou renforcer les efforts nationaux encourageant le pluralisme des médias et la liberté d'expression.

4. Prendre des mesures pour encourager l'éducation et la formation des enfants à l'utilisation des nouvelles technologies des médias et pour lutter contre la violence et l'intolérance, en contribuant notamment aux activités des centres ou institutions spécialisées en matière d'échange d'information sur l'enfant et la violence à l'écran.

5. Promouvoir le développement et l'utilisation des nouvelles technologies et des nouveaux services de communication et d'information, souligner l'importance de l'accès au services et autoroutes de l'information à des prix abordables, d'une utilisation égale des langues, et encourager l'utilisation des nouvelles technologies dans les services publics.

6. Promouvoir également la formation et l'éducation favorisant la maîtrise et l'usage créatif des nouvelles technologies de l'information chez les futures générations en tant qu'utilisatrices et productrices de messages et de contenus et accorder une priorité à l'éducation aux valeurs civiques ainsi qu'à la formation des enseignants dans le domaine des technologies nouvelles.

7. Élaborer des politiques pour la préservation et le développement des archives, des musées, des bibliothèques et d'autres informations générées et/ou collectées par des institutions gouvernementales et non gouvernementales, si possible par voie de numérisation, et établir des mécanismes pour faciliter l'accès à ces contenus, y compris la promotion de ces institutions comme centres d'information, d'éducation et d'éducation tout au long de la vie.

8. Promouvoir la connaissance du patrimoine culturel et naturel par les moyens virtuels qu'offrent les nouvelles technologies.

9. Reconnaître l'importance des nouvelles technologies de l'information pour le travail des créateurs, aussi bien que le rôle clé de la création artistique dans les efforts en vue de construire la société de l'information.

10. Coopérer dans le domaine des médias audiovisuels, spécialement en ce qui concerne la formation, le développement et la distribution des produits audiovisuels.

11. Encourager la coopération culturelle, particulièrement au moyen de projets conjoints dans le domaine des industries culturelles (production, investissement et cession de droits).

12. Encourager la recherche dans le domaine des relations entre la culture et sa diffusion dans les médias et les nouveaux services de communication, et soutenir des efforts de coordination, voire d'harmonisation, sur les méthodes de mesure et d'évaluation de la programmation culturelle dans les médias.

#### **Objectif 5 : Allouer davantage de ressources humaines et financières au développement culturel**

1. Veiller à maintenir ou à accroître l'effort financier effectué au niveau national en faveur du développement culturel et définir en tant que de besoin un pourcentage du budget de l'État consacré à cette fin conformément aux objectifs, priorités et plans généraux pour le développement.

2. Inviter les autorités locales à augmenter leur engagement financier en faveur des activités culturelles et les encourager à renforcer leur rôle dans le domaine du développement culturel.

3. Concevoir et élaborer des cadres fiscaux pour les activités culturelles afin d'encourager les milieux d'affaires à appuyer le développement culturel et mettre en place des dispositifs tels que fondations publiques et projets générateurs de recettes confiés à des institutions culturelles et au secteur du tourisme et du sport.

4. Étudier toutes les mesures appropriées afin de s'assurer que les politiques gouvernementales prennent en compte les conséquences, ou les conséquences prévisibles, sur le processus de développement culturel d'un autre pays.

5. Inviter les fonds et les programmes des Nations Unies, particulièrement le PNUD, les institutions financières spécialisées ainsi que les organismes financiers nationaux et régionaux à accroître leur assistance financière aux projets de développement ayant une composante culturelle importante.

## **II. Recommandations au Directeur général de l'UNESCO**

**La Conférence recommande au Directeur général de l'UNESCO les axes d'action suivants:**

1. Prendre en considération le présent Plan d'action dans la préparation du programme de l'UNESCO.
2. Élaborer une stratégie d'ensemble pour un suivi concret de la présente Conférence, incluant la possibilité ou non d'organiser un sommet mondial de la culture et du développement en vue de soumettre la question au Conseil exécutif.
3. Encourager la constitution de réseaux de recherche et d'information en matière de politiques culturelles pour le développement, y compris l'étude de la mise en place d'un observatoire des politiques culturelles.
4. Porter le présent Plan d'action à l'attention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, par son intermédiaire, à l'Assemblée générale, en vue de présenter à cette dernière, à sa cinquante-troisième session un rapport sur les résultats de la présente Conférence, conformément aux dispositions de la résolution 52/197 de l'Assemblée générale.
5. Communiquer le présent Plan d'action aux chefs de secrétariat de toutes les institutions spécialisées du système des Nations Unies et aux autres organisations intergouvernementales, tant internationales que régionales, en vue d'obtenir qu'elles inscrivent les objectifs d'action culturelle dans tous leurs programmes et activités de développement, en consultation avec les États membres et avec leur approbation.
6. Garder comme objectif l'inscription d'une perspective culturelle dans la prochaine Stratégie internationale du développement et inviter les institutions spécialisées à évaluer leurs pratiques et politiques de développement dans cette perspective.
7. Proposer au Conseil exécutif un ensemble de projets favorisant la réflexion, l'échange d'expérience, le développement de projets conjoints pour promouvoir les politiques culturelles dans la perspective du développement humain durable.
8. Suggérer au Secrétaire général de l'ONU qu'une année de la décennie sur l'élimination de la pauvreté (1997-2006) soit consacrée aux liens entre culture et développement et élimination de la pauvreté.
9. L'UNESCO devrait, à la lumière des résultats du Sommet de la Terre, du Sommet de la Terre + 5 et de la Conférence Habitat II, établir des mécanismes visant à mettre l'accent sur le rôle vital du patrimoine culturel dans l'environnement et en tant que facteur important d'un développement durable.
10. Encourager les États membres à présenter à l'UNESCO leurs stratégies culturelles, en vue de permettre les échanges d'information, d'idées et de pratiques.
11. Élaborer des politiques, concevoir des programmes, allouer et réunir des moyens extra-budgétaires pour intensifier la coopération culturelle multilatérale de manière à améliorer la recherche dans le domaine de la coopération internationale dans le domaine des politiques culturelles et du développement.
12. Examiner de nouveaux moyens de développer la coopération entre l'UNESCO et d'autres organisations internationales.
13. Poursuivre la publication biennale par l'UNESCO d'un Rapport mondial sur la culture.
14. Promouvoir la création d'un observatoire des politiques linguistiques.